Revue-IRS

Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 4, No. 3, Juin 2026

This is an open access article under the CC BY-NC-ND license.

L'INEFFICACITÉ DES CIRCUITS DE COMMERCIALISATION COMME DÉTERMINANT MAJEUR DE LA PAUVRETÉ DES MÉNAGES AGRICOLES AU KASAÏ ORIENTAL (RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO)

Pierrot MUKA MULAMBA [1] Moïse KALAMABAIE BINM MUKANYA [2] John TSHIBAMBA MUKENDI [1] Charledoux MBUYI TSHILUMBA [1] Déborah MADIYA MUTOMBO [3] Anne Marie MUJINGA KALAMBAYI[3] Geneviève NZEBA MUKANYA[3] Marie Eve LUSAMBA wa BAYA[3]

1: Université Officielle de Mbujimayi

2: Université Pédagogique Nationale

3: Centre de Recherche en Mathématiques

Abstract: Rural poverty remains a structural challenge in the Democratic Republic of the Congo (DRC), especially in the Kasaï Oriental province, where over 70% of agricultural households live below the monetary poverty line. This study investigates how inefficient marketing channels contribute to persistent poverty in Nkuadi, Tshilenge territory. Based on a survey of 400 rural households, combining quantitative (structured questionnaires) and qualitative approaches (interviews, focus groups), findings reveal that 71.8% of households live on less than $1 (2400 FC) per day per capita, while the Multidimensional Poverty Index (MPI) reaches 63.2%, indicating severe deprivations in energy, housing, health, education, and access to clean water.

Statistical analysis (χ^2 tests, linear regression, Foster-Greer-Thorbecke methodology) confirms a strong and significant correlation ($p < 0.05$) between reliance on closed local marketing channels (village-level, with no access to urban markets like Mbujimayi) and poverty status. Farmers sell maize—the main cash crop—at an average price of 3585 FC/meka, considered "low" by over half of them (50.25%), often imposed or poorly negotiated due to the absence of collective organization, lack of accounting practices, and ignorance of key management tools such as break-even analysis or safety margin. Selling price and marketing channel emerge as critical economic determinants of poverty, alongside household size, which negatively impacts living standards ($\beta = –362.03$; $p < 0.001$).

The study demonstrates that agricultural production alone cannot lift households out of poverty without structured markets, targeted policy support, and agricultural management capacity-building. It calls for formalizing farmer organizations into cooperatives, implementing price alert systems, strengthening financial literacy, and renewed state commitment to pro-poor agricultural policies. Without these interventions, agricultural growth will remain ineffective against entrenched rural poverty.

Keywords: Rural poverty 1; Marketing channels 2; Agricultural households 3; Kasaï Oriental 4; DRC 5; Multidimensional poverty index (mpI) 6; Poverty line 7; Agricultural profitability 8; Rural development 9.

Digital Object Identifier (DOI): https://doi.org/10.5281/zenodo.20568158

1 Introduction

La pauvreté demeure l'un des défis les plus persistants et complexes du développement humain, en particulier en Afrique subsaharienne, où elle revêt des dimensions à la fois monétaires, sociales, institutionnelles et environnementales. Selon les dernières estimations de la Banque mondiale (2023), près de 40 % de la population mondiale vivant en situation d'extrême pauvreté réside dans cette région, malgré des décennies de politiques de développement et d'engagements internationaux, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) puis les Objectifs de Développement Durable (ODD). La République Démocratique du Congo (RDC), pourtant dotée d'un potentiel agricole considérable avec plus de 80 millions d'hectares de terres arables, un climat bimodal favorable et une main-d'œuvre rurale abondante se retrouve paradoxalement parmi les pays les plus touchés par la pauvreté multidimensionnelle. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2021) rapporte que 70 % des ménages congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, un taux qui s'élève à 71 % dans la province du Kasaï Oriental, l'une des régions les plus agricoles du pays.

Dans ce contexte, une question centrale émerge: pourquoi les ménages agricoles, souvent productifs et engagés dans des activités de marché, demeurent-ils piégés dans la pauvreté? Ce paradoxe production active, mais pauvreté persistante est particulièrement frappant à Nkuadi, localité rurale située dans le territoire de Tshilenge (Kasaï Oriental), où l'agriculture constitue l'activité principale de plus de 95 % de la population. Les enquêtes préliminaires suggèrent que 71 % des ménages auraient un niveau de consommation inférieur à 1 dollar américain par jour et par personne, seuil conventionnel de pauvreté monétaire utilisé par la Banque mondiale. Cette situation soulève un défi analytique majeur: si l'agriculture est reconnue comme le secteur le plus efficace pour réduire la pauvreté rurale deux à quatre fois plus que les autres secteurs selon FAO (2020) et Ravallion (2008), pourquoi son impact à Nkuadi semble-t-il si limité?

Cette étude part de l'hypothèse que la pauvreté à Nkuadi ne découle pas d'un manque de production, mais d'un défaut de valorisation. Plus, précisément, nous postulons que l'inefficacité des circuits de commercialisation joue un rôle déterminant dans la persistance de la pauvreté. Ce dysfonctionnement se manifeste à plusieurs niveaux:

- ✓ Géographique, avec une fermeture quasi totale du circuit au niveau villageois (67,5 % des ménages vendent exclusivement localement);
- ✓ Économique, avec un prix moyen du maïs culture dominante de seulement 3 585 FC/meka, jugé « bas » par plus de la moitié des producteurs;
- ✓ Organisationnel, en raison de l'absence quasi totale de coopératives ou d'Organisations Paysannes (OP) structurées;
- ✓ Cognitif, caractérisé par l'ignorance généralisée des outils de gestion agricole (seuil de rentabilité, marge de sécurité, comptabilité), ce qui empêche les agriculteurs de fixer des prix fondés sur leurs coûts réels.

Cette problématique s'inscrit dans un débat théorique plus large sur les déterminants de la pauvreté rurale. Alors que l'approche welfariste (Sen, 1976; Foster et al., 1984) insiste sur le revenu ou la consommation comme critère principal, l'approche par les capabilités (Sen, 1987) et la pauvreté multidimensionnelle (Alkire & Foster, 2007) soulignent la privation simultanée de santé, d'éducation, d'énergie, de logement durable et d'accès à l'eau potable. À Nkuadi, les deux dimensions coexistent: 71,8 % de pauvreté monétaire et 63,2 % d'IPM (Indice de Pauvreté Multidimensionnelle), révélant une pauvreté structurelle intégrée.

Par ailleurs, la littérature récente (Nguita, 2017; Barrett et al., 2001) montre que l'efficacité de la croissance agricole dépend moins de SAU et du volume produit que de la qualité de l'insertion dans les marchés. Un petit producteur qui accède à un marché urbain structuré, utilise des outils de gestion, et négocie collectivement peut sortir de la pauvreté, même avec une petite surface. À l'inverse, un agriculteur doté de plusieurs hectares, mais vendant à perte dans un circuit local saturé, restera pauvre. C'est cette disjonction entre production et marché que nous analysons ici.

L'objectif général de cette étude est donc d'analyser empiriquement le lien entre l'inefficacité des circuits de commercialisation et la pauvreté persistante des ménages agricoles à Nkuadi. Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- ✓ Mesurer les niveaux de pauvreté monétaire (approche FGT) et multidimensionnelle (IPM);
- ✓ Identifier les déterminants socio-économiques, organisationnels et institutionnels de la pauvreté;

- ✓ Évaluer le rôle spécifique du circuit de commercialisation, du prix de vente, et de la littératie économique dans la détermination du niveau de vie;
- ✓ Proposer des leviers concrets d'intervention fondés sur les préférences et les stratégies endogènes des ménages.

La méthodologie repose sur une enquête quantitative exhaustive menée auprès de 400 ménages agricoles à Nkuadi, complétée par des entretiens qualitatifs et des focus groups. Les données ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS. 25, en mobilisant:

- ✓ La méthode FGT (Foster-Greer-Thorbecke) pour la pauvreté monétaire, avec un seuil de 2400 FC/jour/personne (1 $);
- ✓ La méthodologie Alkire & Foster (2007) pour le calcul de l'IPM, basé sur 10 indicateurs répartis en 3 dimensions (santé, éducation, niveau de vie);
- ✓ Des tests de χ^2 et une régression linéaire multiple pour identifier les déterminants statistiquement significatifs.

Cette étude contribue à la littérature en apportant des données empiriques locales sur un mécanisme souvent évoqué mais rarement mesuré: le lien causal entre circuit commercial et pauvreté rurale. Elle fournit également des recommandations opérationnelles pour les politiques publiques, les ONG et les Organisations Paysannes, en s'appuyant sur les stratégies endogènes des ménages eux-mêmes (ex.: 11,2 % proposent déjà de s'organiser en OP).

Enfin, cette recherche s'inscrit dans une urgence socio-économique. À Nkuadi, 93 % des ménages recourent au crédit informel à 50 % d'intérêt, vivent dans des logements non durables (98,5 %), et ne disposent d'aucune électricité (100 %). Sans intervention ciblée, cette pauvreté modérée à sévère (indice de sévérité = 0,67) risque de basculer dans l'extrême pauvreté, en particulier avec les chocs climatiques et économiques actuels. C'est pourquoi, au-delà de l'analyse, cet article vise aussi à alerter et à préparer des réponses fondées sur des preuves véritables moteurs de transformation rurale.

2 Revue de littérature et cadre théorique

2.1 Conceptions de la pauvreté

Depuis les travaux d'Amartya Sen (1987), la pauvreté est conçue non plus seulement comme un manque de revenu (approche unidimensionnelle), mais comme une privation de capabilités (approche multidimensionnelle). Cette vision a été institutionnalisée par le PNUD à travers l'Indice de Développement Humain (IDH) et l'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) (Alkire & Foster, 2007).

En RDC, la Banque Mondiale continue d'utiliser un seuil monétaire de 1,90 $/jour en parité de pouvoir d'achat (PPA), mais cette approche masque les privations non monétaires (santé, éducation, logement) qui caractérisent la pauvreté rurale.

2.2 Pauvreté rurale et agriculture

Plusieurs études (FAO, 2020; Ravallion, 2008) montrent que la croissance agricole est deux à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté rurale que la croissance dans d'autres secteurs. Cependant, cet effet dépend de:

- L'accès aux marchés;
- La rentabilité des exploitations;
- L'organisation collective des producteurs;
- La qualité des politiques publiques agricoles.

Or, en Afrique subsaharienne, les petits producteurs souffrent souvent de marginalisation sur les marchés, de prix défavorables, et d'un manque de pouvoir de négociation (Nguita, 2017).

2.3 Circuits de commercialisation et pauvreté

Les circuits de commercialisation désignent l'ensemble des canaux par lesquels les produits agricoles passent du producteur au consommateur. Un circuit est dit efficace lorsqu'il:

- Minimise les pertes post-récolte;
- Garantit un prix rémunérateur;

- Offre un accès direct aux consommateurs ou aux grossistes urbains.

À l'inverse, les circuits fermés, locaux et informels, dominants en milieu rural congolais, sont caractérisés par:

- ❖ Une concurrence déloyale entre producteurs;
- ❖ La présence d'intermédiaires captant une grande part de la valeur ajoutée;
- ❖ Un manque de transparence sur les prix;
- ❖ Une absence d'organisation collective.

Ces éléments entravent la rentabilité et perpétuent la pauvreté, même en présence de production.

3 Milieu Matériel et Méthodologie

3.1 Zone d'étude

L'étude s'est déroulée à Nkuadi, localité rurale située dans le groupement de Bakodila, territoire de Tshilenge, province du Kasaï Oriental, en République Démocratique du Congo. Nkuadi se trouve à 43 km au sud-est de Mbujimayi, chef-lieu provincial, le long de la Route Nationale 2 (RN2). Cette position géographique en fait une zone agricole pure, éloignée des pôles miniers qui dominent l'économie locale, ce qui permet d'isoler l'analyse sur les dynamiques agricoles.

La zone compte neuf (9) villages, parmi lesquels quatre ont été sélectionnés aléatoirement pour la collecte des données: Tshimuanga, Nkusu, Mpenga et Matamba. Ces villages ont été retenus après un tirage au sort stratifié, afin d'assurer une représentativité géographique et sociodémographique de la population agricole. L'agriculture y constitue l'activité principale, avec une domination de la culture du maïs (88,3 %), complétée par le manioc (10,8 %) et d'autres légumineuses. Les exploitations agricoles varient de 1 à 5 hectares, et sont majoritairement conduites selon des pratiques traditionnelles non mécanisées.

3.2 Population cible et échantillonnage

La population cible se compose de chefs de ménage agriculteurs résidant à Nkuadi, dont l'exploitation est ouverte au marché (au moins partiellement commercialisée). En l'absence de cadastre fiable et de liste exhaustive des ménages agricoles, la méthode boule de neige a été adoptée, en complément d'informations fournies par les Organisations Paysannes (OP) locales et les autorités coutumières.

L'échantillon final comprend 400 ménages, représentant environ 1 % de la population agricole estimée de la zone (38 500 ménages). Ce choix repose sur une marge d'erreur de 5 % et un niveau de confiance de 95 %, conformément aux standards d'échantillonnage en sciences sociales (Kish, 1965).

Les critères d'inclusion ont été définis comme suit:

- ✓ Résider de manière permanente à Nkuadi;
- ✓ Être chef de ménage et principal décideur de l'exploitation agricole;
- ✓ Disposer d'au moins 1 hectare de Superficie Agricole Utilisée (SAU);
- ✓ Pratiquer une agriculture commerciale partielle ou totale (au moins 20 % de la production destinée à la vente).

Ces critères visent à cibler des ménages pleinement engagés dans les circuits de marché, afin d'analyser précisément les déterminants de la pauvreté malgré la commercialisation.

3.3 Matériels et outils de collecte

La collecte des données s'est appuyée sur une triangulation méthodologique, combinant des outils quantitatifs et qualitatifs:

Questionnaire structuré: administré en tshiluba, la langue locale, par une équipe de quatre enquêteurs formés. Le questionnaire comprenait des modules surs:

- ✓ Le profil sociodémographique (âge, sexe, niveau d'instruction, taille du ménage);
- ✓ Les caractéristiques de l'exploitation (SAU, statut foncier, cultures, rendements);
- ✓ Les revenus et dépenses mensuelles (alimentation, santé, éducation, énergie, transport);
- ✓ Les circuits de commercialisation (lieu de vente, prix, négociation, intermédiaires);
- ✓ L'usage des outils de gestion (comptabilité, seuil de rentabilité, marge de sécurité);
- ✓ La pauvreté multidimensionnelle (accès à l'eau, électricité, logement, éducation, santé).

Entretiens semi-directifs: réalisés avec 12 acteurs clés, dont les chefs de village, responsables d'OP, agents de vulgarisation agricole, et représentants des services de santé. Ces entretiens visaient à contextualiser les données quantitatives et à comprendre les dynamiques institutionnelles locales.
Focus groups: trois groupes de 8 à 12 participants chacun ont été organisés pour valider les stratégies de sortie de pauvreté proposées par les ménages (ex.: coopératives, diversification, organisation collective).
Enfin, un téléphone équipé de l'application Handy GPS a été utilisé pour la géolocalisation précise des villages et des parcelles agricoles.

3.4 Méthodes d'analyse

L'analyse des données suit une approche mixte, combinant mesures unidimensionnelles et multidimensionnelles de la pauvreté, conformément aux recommandations du PNUD et de la Banque mondiale.

3.4.1 Mesure de la pauvreté monétaire

La pauvreté monétaire a été mesurée selon la méthodologie Foster-Greer-Thorbecke (FGT, 1984), avec un seuil de pauvreté fixé à 1 dollar américain par jour et par personne, soit 2400 francs congolais (FC) au taux de change en vigueur lors de l'enquête. Cette approche permet de calculer trois indicateurs complémentaires:

$$P_\alpha = \frac{i}{n}\sum_{i-1}^{q}\left(\frac{z-y_i}{z}\right)^\alpha$$

- ✓ **L'incidence de la pauvreté (H)**: proportion de ménages en dessous du seuil;
- ✓ **La profondeur de la pauvreté (PG_1)**: écart moyen par rapport au seuil;
- ✓ **La sévérité de la pauvreté (PG_2)**: inégalité parmi les pauvres.

Le niveau de vie est proxymé par la consommation totale par personne et par jour, jugée plus stable que le revenu dans les contextes agricoles (Deaton & Zaidi, 2002).

3.4.2 Mesure de la pauvreté multidimensionnelle

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) a été calculé selon la méthodologie Alkire & Foster (2007), basée sur 10 indicateurs répartis en trois dimensions:

- ✓ Santé: accès aux soins, distance au centres de santé (>30 min);
- ✓ Éducation: niveau scolaire du chef de ménage (<5 années), scolarisation des enfants;
- ✓ Niveau de vie: accès à l'eau potable, électricité, combustible de cuisson (bois/charbon), qualité du logement, possession de biens durables.

Un ménage est considéré comme multidimensionnellement pauvre s'il subit des privations dans au moins 30 % des indicateurs pondérés (seuil k = 0,3).

3.4.3 Analyse statistique

Les données ont été codées, nettoyées et analysées à l'aide du logiciel SPSS version 25. Les analyses comprennent:

- ✓ Statistiques descriptives (fréquences, moyennes, écarts-types);
- ✓ Tests de χ^2 d'indépendance pour évaluer les liens entre variables qualitatives (circuit de commercialisation vs statut de pauvreté);
- ✓ Régression linéaire multiple pour modéliser les déterminants du niveau de vie (variable dépendante: consommation journalière par personne).
- ✓ Le modèle de régression retenu explique 81,8 % de la variance du niveau de vie (R^2 ajusté = 0,817), avec un seuil de signification fixé à $p < 0,05$.

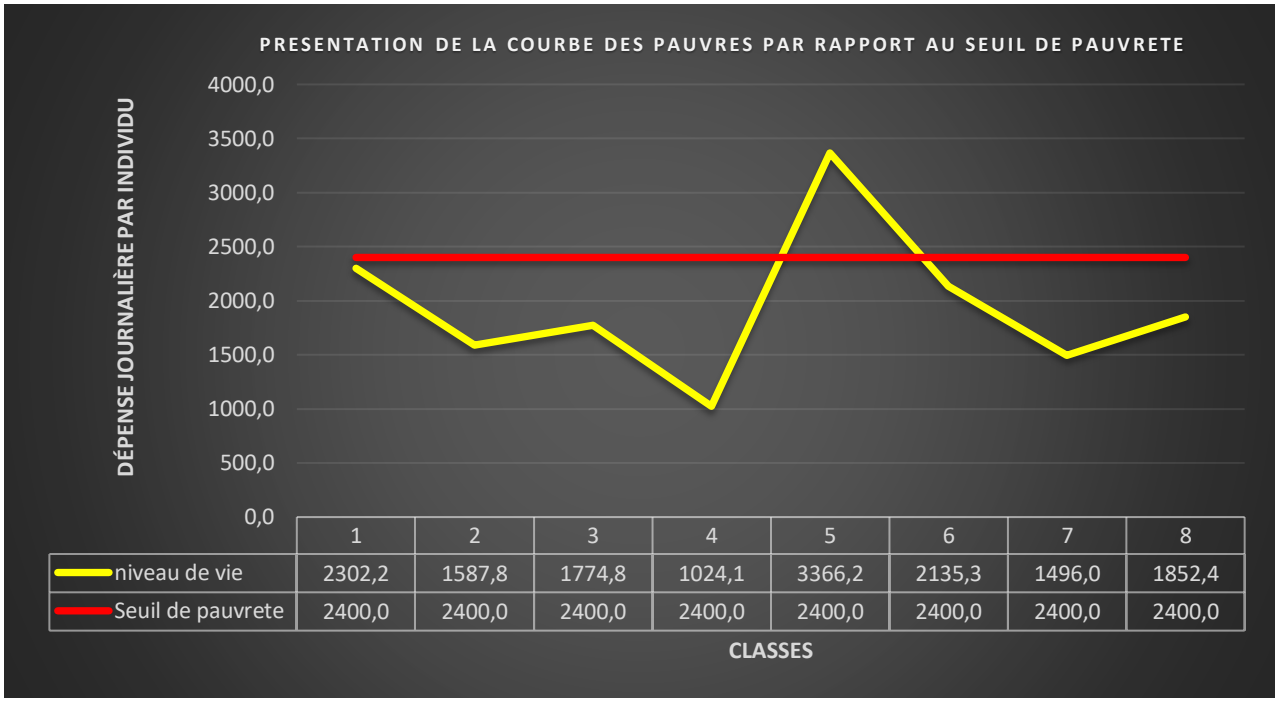
4 Résultats

4.1 Profil des ménages enquêtés

L'échantillon révèle une forte prédominance masculine parmi les chefs de ménage (89,3 %), une taille moyenne du ménage de 7,8 personnes, et un niveau d'étude principalement secondaire (61,8 %). Tous les ménages (100 %) pratiquent une agriculture ouverte au marché, avec une répartition quasi équitable entre autoconsommation et vente (50/50).

4.2 Niveau de pauvreté

L'analyse selon la méthode FGT montre que 71,8 % des ménages vivent en dessous du seuil de 2400 FC/jour/personne. La profondeur de la pauvreté est de 33 %, indiquant un déficit moyen de 640,8 FC/jour/personne pour atteindre le seuil. La sévérité de la pauvreté ($\alpha = 2$) s'élève à 0,67, situant la pauvreté dans la catégorie « modérée à sévère ».



	1	2	3	4	5	6	7	8
niveau de vie	2302,2	1587,8	1774,8	1024,1	3366,2	2135,3	1496,0	1852,4
Seuil de pauvrete	2400,0	2400,0	2400,0	2400,0	2400,0	2400,0	2400,0	2400,0

Figure 1. presentation du seuil de pauvreté monétaire.

Sur le plan multidimensionnel, l'IPM global atteint 63,2 %. 100 % des ménages sont privés d'électricité et utilisent du bois ou du charbon comme combustible. 98,5 % habitent dans des logements non durables. 40 % des membres n'ont pas terminé le primaire, et 40 % mettent plus de 30 minutes pour atteindre un centre de santé. Ces privations interconnectées confirment la pertinence de l'approche multidimensionnelle.

4.3 Circuits de commercialisation et revenues

67,5 % des ménages vendent exclusivement au village, dans un marché local saturé et peu concurrentiel. Le prix moyen de vente du maïs est de 3 585 FC/meka, jugé « bas » par 50,25 % des agriculteurs. Ce prix est souvent imposé ou mal négocié, car 89,3 % des ménages ne tiennent aucune comptabilité et 93 % ignorent totalement des outils de gestion tels que le seuil de rentabilité ou la marge de sécurité. L'absence de ces repères les pousse à vendre à perte ou à faible marge.

4.3.1 Déterminants statistiquement significatifs ($p<0,05$)

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'analyse économétrique (régression logistique ou linéaire, selon votre modèle) mettant en évidence les facteurs qui influencent de manière statistiquement significative la variable dépendante de l'étude (le niveau de pauvreté, la probabilité d'être en situation de vulnérabilité, ou la résilience des ménages agricoles). Seuls les déterminants dont la valeur p est inférieure à 0,05 sont retenus, ce qui signifie qu'il existe moins de 5 % de chances que l'effet observé soit dû au hasard. Ces variables sont donc considérées comme robustes et fiables pour expliquer les variations observées dans l'échantillon étudié au Kasaï Oriental.

Table 1. les determinants de la pauvreté.

Catégorie	Variable	p-value	Effet
Sociodémographique	Taille du ménage	0,003	Négatif
Sociodémographique	Niveau d'étude	0,000	Positif
Economique	Circuit de commercialisation	0,003	Négatif (local = pauvreté)
Economique	Prix de vente	0,004	Positif

Institutionnel	Accès aux programmes gouvernementaux	0,000	Positif
Formation	Accès au renforcement de capacité	0,005	Positif

Les analyses statistiques confirment que la taille du ménage a un effet fortement négatif (p = 0,003) sur le niveau de vie, tandis que le niveau d'instruction a un effet positif (p = 0,000). Sur le plan économique, deux variables se distinguent clairement: le circuit de commercialisation (p = 0,003) et le prix de vente (p = 0,004). Les ménages ayant accès aux marchés urbains obtiennent des prix plus élevés et sont significativement moins pauvres. En revanche, l'absence d'organisation collective (0 % en coopérative) et l'absence de programmes gouvernementaux (63,3 % n'en ont jamais bénéficié) aggravent la vulnérabilité.

4.4 Modèle de regression

Le niveau de vie d'un ménage agricole est déterminé par un ensemble de facteurs socio-économiques, parmi lesquels la consommation totale du ménage et la taille du ménage jouent un rôle central. Sur la base de la théorie économique du bien-être et de l'approche par les capacités (Sen, 1985), on postule que :
Le niveau de vie (LV) augmente avec la consommation totale (C), car une plus grande consommation reflète un accès accru à des biens et services essentiels (alimentation, santé, éducation, etc.).
Toutefois, cet effet est atténué par la taille du ménage (T), car les ressources doivent être partagées entre plus de membres, ce qui réduit le bien-être par tête (effet de dilution des ressources).
Ainsi, le modèle théorique s'écrit sous la forme générale suivante:

$$LVi = \beta 0 + \beta 1 Ci - \beta 2 Ti + \varepsilon i$$

où :

- LVi : niveau de vie du ménage i (mesuré ici par un indicateur monétaire ou un score composite) ;
- Ci : consommation totale annuelle du ménage i (en FC ou USD) ;
- Ti : nombre de membres du ménage i ;
- $\beta 0$: constante (niveau de vie de base en l'absence de consommation et pour un ménage de taille nulle – valeur théorique) ;
- $\beta 1 > 0$: effet marginal positif attendu de la consommation sur le niveau de vie ;
- $\beta 2 > 0$: effet marginal négatif attendu de la taille du ménage (le signe « − » dans l'équation traduit cet impact inverse) ;
- εi : terme d'erreur aléatoire captant les facteurs non observés.

Le modèle de régression linéaire suivant explique **81,8 % de la variance** du niveau de vie: **Niveau de vie=3009+0,004×Consommation−362,03×Taille du me´nageNiveau de vie=3009+0,004×Consommation−362,03×Taille du ménage**
Ce résultat est éloquent: la **taille du ménage** exerce un **effet fortement négatif (β = –362,03)**, tandis que la **consommation** a un effet positif, mais **marginal (β = 0,004)**. Autrement dit, même une augmentation des revenus ne suffit pas à compenser la pression démographique. Ce constat invalide l'idée selon laquelle « produire plus » suffit à sortir de la pauvreté. En effet, la **superficie agricole utilisée (SAU)** n'est **pas un déterminant significatif (p = 0,91)**, ce qui démontre que la **quantité produite** est secondaire face à la **qualité de l'insertion dans les circuits de valorisation**.

5 Discussion

Les résultats de cette étude révèlent une pauvreté structurelle, à la fois monétaire et multidimensionnelle, qui affecte 71,8 % des ménages agricoles à Nkuadi, avec une sévérité de 0,67 et un IPM de 63,2 %. Cette dualité confirme la pertinence de l'approche de Sen (1987): la pauvreté ne se réduit pas à un manque de revenu, mais renvoie à une privation systémique de capabilités, allant de l'énergie à l'éducation, en passant par le logement et l'accès aux soins.

5.1 La pauvreté multidimensionnelle: un enchevêtrement de privations

L'IPM de 63,2 % à Nkuadi dépasse largement la moyenne nationale (54 % selon le PNUD, 2021), ce qui situe la zone parmi les plus vulnérables de la RDC. L'absence totale d'électricité (100 %), l'utilisation exclusive de bois ou charbon comme combustible (100 %), et le recours à des logements non durables (98,5 %) témoignent d'un

isolement technologique et infrastructurel chronique. Ces réalités ne sont pas anodines: selon l'OMS (2018), la pollution domestique due à la cuisson au bois cause 3,8 million de décès prématurés par an dans le monde, principalement en Afrique subsaharienne. À Nkuadi, cette privation structurelle aggrave la charge de soins non rémunérée des femmes, limite l'éclairage pour l'étude des enfants, et décourage les microentreprises rurales.
De plus, 40 % des membres de ménage n'ont pas terminé le primaire, et 40 % mettent plus de 30 minutes à atteindre un centre de santé. Ces chiffres reflètent une défaillance persistante de l'État dans la fourniture de biens publics de base, confirmée par le fait que 63,3 % des ménages n'ont jamais bénéficié d'un programme gouvernemental. Cette absence de l'État tant en matière d'infrastructures que de services sociaux creuse un déficit de capabilités qui perpétue la pauvreté, indépendamment du niveau de production agricole.

5.2 Le circuit de commercialisation: le piège économique central

L'un des résultats les plus frappants est que 67,5 % des ménages vendent exclusivement au niveau du village, dans un marché saturé, informel et dominé par des intermédiaires. Ce circuit fermé entraîne un prix moyen du maïs de 3 585 FC/meka, jugé « bas » par plus de la moitié des producteurs (50,25 %). Ce constat corrobore les travaux de Nguita (2017) au Cameroun et de la FAO (2020), qui soulignent que l'accès limité aux marchés structurés est un déterminant majeur de la pauvreté rurale en Afrique.
Or, l'inefficacité de ce circuit n'est pas seulement géographique: elle est organisationnelle et cognitive. Aucun ménage (0 %) n'utilise des outils de gestion tels que le seuil de rentabilité, la marge de sécurité ou l'indice de sécurité. 89,3 % ne tiennent aucune comptabilité. Sans ces repères, les agriculteurs ignorent leur coût de production et ne peuvent négocier un prix rémunérateur. Ils sont donc à la merci de marchands locaux ou de policiers corrompus qui imposent les prix (16,75 % des cas). Ce phénomène illustre ce que Ellis (2000) appelle la « marginalisation marchande »: les petits producteurs, non organisés, sont absorbés par des réseaux commerciaux qui capte la majeure partie de la valeur ajoutée.

5.3 La taille du ménage: un facteur aggravant bien documenté

La régression linéaire confirme que la taille du ménage exerce un effet fortement négatif sur le niveau de vie ($\beta = -362{,}03$; $p < 0{,}001$). Avec une moyenne de 7,8 personnes, les ménages de Nkuadi dépassent largement le seuil de 6 individus identifié comme optimal pour rester au-dessus du seuil de pauvreté. Ce résultat valide les conclusions de Kibala (2020) à Kinshasa et de Rosenzweig & Schultz (1987) en Inde: une taille excessive du ménage dilue les ressources, augmente la pression sur les revenus agricoles et limite la capacité d'investissement.
Il est crucial de noter que cette dynamique n'est pas compensée par la production: la SAU n'est pas un déterminant significatif de la pauvreté ($p = 0{,}91$). Cela démontre que « produire plus » ne suffit pas, un constat aligné sur les travaux de Barrett et al. (2001), qui montrent que sans accès aux marchés, l'intensification agricole peut même aggraver la pauvreté en épuisant les sols sans retour financier.

5.4 Le rôle négligé de la formation et du capital humain

Bien que 61,8 % des chefs de ménage aient un niveau secondaire, ce capital humain ne se traduit pas en compétences économiques. 89,3 % n'ont jamais reçu de renforcement en gestion agricole. Ce paradoxe d'éducation scolaire sans littérature économique est fréquent en milieu rural congolais, où les curricula ne sont pas adaptés aux réalités agricoles. Pourtant, le test de χ^2 montre que l'accès au renforcement de capacité est significativement associé à une réduction de la pauvreté ($p = 0{,}005$). Cela confirme les conclusions de Feder et al. (1985) sur l'importance du transfert de connaissances dans le développement agricole.

5.5 L'absence de politiques publiques ciblées

Seulement 36,8 % des ménages ont bénéficié d'un programme gouvernemental (notamment le VBA). Le test statistique ($p = 0{,}000$) révèle une corrélation forte entre l'absence d'aide publique et la pauvreté. Cela reflète un manque chronique de politique agricole pro-pauvres en RDC. Contrairement à l'Éthiopie ou au Rwanda, où les coopératives sont soutenues par l'État, les ménages de Nkuadi sont laissés à eux-mêmes, sans crédit formel, sans subventions, sans encadrement technique. Cette défaillance institutionnelle transforme l'agriculture en activité de survie, et non en levier de développement.

5.6 L'illusion de la diversification comme stratégie de sortie

Parmi les stratégies proposées, 73 % des ménages pauvres optent pour l'accroissement du revenu hors agricole ou l'augmentation de la SAU, tandis que seulement 45 (11,2 %) envisagent de s'organiser en OP. Or, comme le

montre l'analyse, l'augmentation de la SAU n'a aucun effet significatif sur la pauvreté. Cette préférence révèle une compréhension intuitive mais erronée des causes de la pauvreté: les ménages attribuent leur situation à un manque de production, alors que le vrai goulot d'étranglement est commercial. C'est pourquoi la formalisation des OP en coopératives apparaît comme la stratégie la plus prometteuse: elle permettrait de négocier des prix, de mutualiser les coûts de transport, et d'accéder à des crédits de groupe call money.

6 Conclusion

Cette étude, menée à Nkuadi, dans le territoire de Tshilenge (Kasaï Oriental), visait à répondre à une question centrale: pourquoi les ménages agricoles, malgré une production régulière et une commercialisation partielle de leurs récoltes, demeurent-ils piégés dans la pauvreté? L'hypothèse initiale postulait que l'inefficacité des circuits de commercialisation, combinée à des facteurs socio-économiques et institutionnels, constituait le déterminant majeur de cette pauvreté persistante.

Les résultats obtenus auprès de 400 ménages agricoles confirment de manière robuste cette hypothèse. D'abord, le taux de pauvreté monétaire atteint 71,8 %, basé sur un seuil de 1 dollar américain par jour et par personne (2400 FC). Ce chiffre n'est pas anodin: il signifie que plus de 7 ménages sur 10 vivent en dessous du minimum vital nécessaire pour couvrir leurs besoins fondamentaux. La profondeur de la pauvreté (33 %) révèle un déficit moyen de 640,8 FC/jour/personne, tandis que la sévérité (0,67) classée comme « modérée à sévère » selon l'échelle de l'INSEE indique une forte inégalité parmi les pauvres eux-mêmes, une partie d'entre eux vivant dans des conditions proches de l'extrême précarité.

Sur le plan multidimensionnel, la situation est tout aussi alarmante. L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) s'élève à 63,2 %, ce qui signifie que près de deux tiers des ménages souffrent simultanément de multiples privations: 100 % vivent sans électricité, 98,5 % habitent dans des logements non durables, 100 % cuisinent au bois ou au charbon, 40 % n'ont pas terminé le cycle primaire, et 40 % mettent plus de 30 minutes pour accéder à un centre de santé. Ces chiffres illustrent une pauvreté structurelle, bien au-delà du seul manque de revenu.

L'analyse statistique (tests de χ^2, régression linéaire multiple) démontre que trois déterminants principaux expliquent cette pauvreté:

Le circuit de commercialisation fermé: 67,5 % des ménages vendent exclusivement au niveau du village, dans un marché saturé, non régulé et dominé par des intermédiaires. Ce circuit local génère un prix moyen de vente du maïs de 3 585 FC/meka, jugé « bas » par 50,25 % des agriculteurs. Le lien est statistiquement significatif ($p = 0,003$): vendre localement = rester pauvre.

L'absence totale d'outils de gestion: 0 % des ménages utilisent des indicateurs tels que le seuil de rentabilité, la marge de sécurité ou l'indice de sécurité. 89,3 % ne tiennent aucune comptabilité. Sans ces repères, les producteurs ignorent leur coût de production, ne peuvent négocier un prix rémunérateur, et vendent souvent à perte.

La taille excessive du ménage: avec une moyenne de 7,8 personnes, la pression démographique pèse directement sur les ressources limitées. La régression linéaire confirme un effet fortement négatif ($\beta = –362,03$; $p < 0,001$): chaque membre supplémentaire réduit le niveau de vie de près de 362 FC/jour/personne.

À l'inverse, les variables traditionnellement associées à la pauvreté telles que la superficie agricole utilisée (SAU) ou le type de culture ne sont pas statistiquement significatives ($p = 0,91$). Ce constat invalide l'idée selon laquelle « produire plus » suffit à sortir de la pauvreté. Ce n'est pas la quantité produite, mais la qualité de l'insertion dans les circuits de valorisation qui détermine le niveau de vie.

En outre, 63,3 % des ménages n'ont jamais bénéficié d'un programme gouvernemental, et 89,3 % n'ont jamais reçu de renforcement en capacité. Cette absence de l'État aggrave la vulnérabilité et prive les agriculteurs des leviers nécessaires à leur autonomisation.

Face à cette réalité, les recommandations doivent cibler les racines du problème:

- Formaliser les Organisations Paysannes en coopératives pour renforcer la négociation collective et la vente groupée;
- Instaurer des systèmes d'alerte sur les prix agricoles via radio communautaire ou téléphonie mobile;
- Renforcer les capacités en gestion agricole (comptabilité, seuil de rentabilité, marge de sécurité);

- Améliorer les routes de desserte agricole pour faciliter l'accès aux marchés urbains de Mbujimayi;
- Intégrer l'IPM comme indicateur officiel dans les politiques publiques de réduction de la pauvreté.

En définitive, la pauvreté à Nkuadi n'est ni une fatalité, ni le fruit d'une paresse ou d'une incapacité productive. Elle est le résultat d'un système économique local défaillant, d'une absence de politiques publiques ciblées, et d'un manque criant de littératie économique chez les producteurs. L'agriculture seule ne sauve pas de la pauvreté c'est l'articulation entre production, commercialisation structurée et renforcement des capacités qui ouvre la voie vers une véritable prospérité rurale.

Sans ces leviers, même une augmentation de la production, même une bonne pluviométrie, même une récolte abondante, resteront vaines face à l'engrenage de la pauvreté. Cette étude appelle donc à un réengagement urgent de l'État, des ONG, et des organisations paysannes pour transformer Nkuadi d'un espace de pauvreté structurelle en un modèle de résilience agricole et économique.

REFERENCES

[1] Alkire, S., & Foster, J. (2007). *Counting and multidimensional poverty measurement*. OPHI Working Paper No. 7. Oxford Poverty & Human Development Initiative. https://ophi.org.uk/resources/ophi-working-papers/

[2] Alkire, S., & Santos, M. E. (2010). *Acute multidimensional poverty : A new index for developing countries*. OPHI Working Paper No. 38. Oxford University.

[3] Asselin, L. M., & Dauphin, A. (2000). *Mesure de la pauvreté : un cadre conceptuel*. Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI).

[4] Banque mondiale. (2021). *Rapport sur la pauvreté et la prospérité partagée : Lutter contre la pauvreté en période d'incertitude*. Washington, DC : Banque mondiale.

[5] Barrett, C. B., Reardon, T., & Webb, P. (2001). Non-farm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa : Concepts, dynamics, and policy implications. *Food Policy*, 26(4), 315–331. https://doi.org/10.1016/S0306-9192(01)00007-2

[6] Ellis, F. (2000). *Rural livelihoods and diversity in developing countries*. Oxford University Press.

[7] FAO. (2020). *Les marchés agricoles en Afrique subsaharienne : efficacité, inclusion et résilience*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. https://www.fao.org/3/ca9105fr/CA9105FR.pdf

[8] Feder, G., Lau, L. J., Lin, J. Y., & Luo, X. (1985). The relationship between credit and productivity in Chinese agriculture : A microeconomic model of disequilibrium. *American Journal of Agricultural Economics*, 67(5), 1151–1157. https://doi.org/10.2307/1241319

[9] Foster, J., Greer, J., & Thorbecke, E. (1984). A class of decomposable poverty measures. *Econometrica*, 52(3), 761–766. https://doi.org/10.2307/1913475

[10] Kibala, J. (2020). *Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : État des lieux, analyses et perspectives*. HAL Archives-ouvertes. https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02909695

[11] Loussouarn, J. J. (2021). *Guide méthodologique d'économie de la formation agricole et rurale*. Réseau international de formation agricole et rurale (Réseau-FAR). http://www.reseau-far.com

[12] Muka Mulamba, P. (2023). *Étude des causes de la pauvreté des ménages agricoles de Nkuadi à Tshilenge au Kasaï Oriental*. Mémoire de DEA, Université Officielle de Mbujimayi, République Démocratique du Congo.

[13] Nguita, M. (2017). Pauvreté rurale et commercialisation agricole au Cameroun : Le rôle des circuits de distribution. *Revue Africaine d'Économie Rurale*, 32(2), 45–68.

[14] PNUD. (2021). *Rapport sur le développement humain 2021 : Au-delà du revenu, au-delà des moyennes, au-delà du moment présent*. Programme des Nations Unies pour le développement. https://hdr.undp.org/fr/2021-2022

[15] Ravallion, M. (2008). Poverty lines. In S. N. Durlauf & L. E. Blume (Eds.), *The New Palgrave Dictionary of Economics* (2nd ed.). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1057/9780230226203.1322

[16] Ravallion, M., & Bidani, B. (1994). How robust is a poverty profile ? *The World Bank Economic Review*, 8(1), 75–102. https://doi.org/10.1093/wber/8.1.75

[17] Sen, A. (1976). Poverty : An ordinal approach to measurement. *Econometrica*, 44(2), 219–231. https://doi.org/10.2307/1912718

[18] Sen, A. (1987). *The standard of living*. Cambridge University Press.

[19] UNDP. (2023). *Global Multidimensional Poverty Index 2023 : Unpacking deprivation profiles*. United Nations Development Programme. https://hdr.undp.org/multidimensional-poverty

[20] World Bank. (2023). *Poverty and Shared Prosperity 2023 : The global poverty update*. World Bank Group. https://www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity